



**Section du RHONE**  
165 rue Garibaldi 69003 Lyon  
Tel : 04.78.63.32.37 ----- Fax : 04.78.63.32.36  
Solidairesfinancespubliques.dr69@dgfip.finances.gouv.fr

**La force de tous  
les agents de la DGFIP**

A Lyon le 29 janvier 2015

Monsieur le Président,

Cette réunion paritaire se tient dans un contexte particulier qui a touché tous ceux et toutes celles qui sont attachés-es aux valeurs qui font sens en matière de « vivre ensemble ». Notre syndicat est tout particulièrement attaché à ces valeurs et compte plus que jamais les faire vivre et les défendre.

Ce comité technique s'inscrit également dans le contexte de crise et de rigueur auquel le gouvernement entend répondre par davantage de rigueur alors que celle-ci a montré son échec, tout particulièrement au sein des services publics ;  
Ceux-ci sont touchés durablement par les projets gouvernementaux qui favorisent la baisse des moyens alloués à l'action publique.

Les missions d'accueil sont au cœur de la plupart des missions de la DGFIP, dans un contexte de sollicitation croissante et un climat difficile. Les agents attendent des réponses concrètes sur des problématiques comme la définition de la mission accueil et les agents concernés, la mise en place des moyens en emplois, les conditions de vie au travail et enfin, la reconnaissance des agents tant en terme de formation que de reconnaissance pécuniaire.

Or, les réponses ne sont en aucun satisfaisantes :

- la mission d'accueil dans son ensemble et son inscription notamment pour les accueils professionnels au TAGERFIP que Solidaires Finances Publiques revendique n'est toujours pas faite.
- les moyens doivent être ajustés avec la charge réelle des accueils sous toutes ses formes ce qui n'est pas le cas. Avec 33 suppressions d'emplois dans le Rhône, près de 2.000 sur le territoire, il est clair que les moyens humains ne sont toujours pas là.
- la formation est une nécessité : tous les agents doivent avoir un temps de formation. Et ceux et celles affectés à l'accueil ont l'obligation de se former pour pouvoir répondre aux sollicitations du public. Or, en raison des manques d'effectifs, de la masse de travail, la formation est souvent au rabais ce qui n'est pas acceptable.

Les solutions comme la mise en place des centres de contact ou la réduction des horaires d'ouverture, sujet à notre ordre du jour, sont proposés pour désengorger l'accueil physique. Le Directeur général dans un groupe de travail du 19 janvier a indiqué que la DGFIP doit élargir et améliorer ses offres de contact pour le public, l'accueil physique doit se coupler avec d'autres canaux (numériques, télédéclaration, télépaiement...). Pour Solidaires Finances Publiques, cela ne fait que déplacer les problèmes sans rien régler.

Quant à la prime, mal conçue, accroissant les inégalités et les tensions, celle-ci ne correspond pas à la véritable reconnaissance des agents espérée. Son périmètre doit être revue et son montant réévalué (alignement sur la prime CPS).

Solidaire Finances Publiques réaffirme son attachement au service public, dont le rôle est encore plus primordial en période de crise ainsi qu'à la mission accueil. Les suppressions d'emplois sont à l'origine de tous les maux que connaît la DGFIP aujourd'hui et que subissent les agents. Tant que cette politique subsistera, le service public continuera à reculer et les conditions de vie au travail à se dégrader. Pour tous ces motifs, Solidaires Finances Publiques votera « contre » la proposition de la direction en terme d'heures d'ouvertures.